

Élargissement de l'UE : neuf États membres proposent une « nouvelle méthodologie »

[Radio Slobodna Evropa](#) | Par Gjeraqina Tuhina | mardi 17 décembre 2019

Dans une note libre adressée à la Commission européenne, neuf pays de l'Union se prononcent pour la nouvelle méthodologie d'adhésion à l'attention des Balkans occidentaux. [La France avait proposé la sienne il y a quelques semaines](#). Ce projet entend définir des « conditions rigoureuses mais honnêtes » et mettre notamment l'accent sur la lutte contre la corruption.

Traduit et adapté par Nikola Radić ([article original](#))



D.R.

Neuf États membres de l'Union européenne (UE) viennent de faire de nouvelles propositions pour relancer le processus. D'ici fin janvier 2020, la Commission européenne devrait en effet adopter une nouvelle méthodologie pour les pays qui souhaitent rejoindre l'Union. *Radio Slobodna Evropa* a eu accès à la note libre signée par l'Autriche, la République tchèque, l'Estonie, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne et la Slovaquie, dont l'objectif est de contribuer à cette réflexion.

« L'Union européenne doit pouvoir accepter de nouveaux membres sans que cela n'affaiblisse sa cohérence. Cependant, une réforme interne à l'UE ne peut être l'une des conditions préliminaires à un nouvel élargissement. Nos portes restent ouvertes », peut-on notamment lire dans cette note.

Pour les neuf pays signataires, la nouvelle politique d'élargissement devrait définir des conditions rigoureuses mais honnêtes, encourager la coopération régionale et les rapports de bon voisinage. Et les différentes adhésions devraient s'effectuer en fonction des mérites réels des pays candidats, tout en restant compatible avec le cadre actuel de négociation.

État de droit et lutte contre la corruption

Les États signataires de cette note demandent que l'ouverture des différents chapitres de négociation s'effectue de manière parallèle, et non plus successive. Selon eux, les conférences intergouvernementales deviendraient ainsi « politiquement plus pertinentes et plus interactives ».

Ces pays veulent accorder une attention particulière aux chapitres 23 et 24, qui concernent l'État de droit, appelés à devenir la priorité de toutes les négociations et faire l'objet de recommandations claires et de délais précis. Ils notent aussi que l'UE et les États-membres devraient soutenir plus fortement l'appropriation par les pays candidats du patrimoine légal de l'Union, notamment en ce qui concerne la lutte contre la corruption et le crime organisé. Les différentes législations concernant ces deux chapitres devront être examinées au moment de l'approbation du statut de candidat.

Les pays signataires considèrent que les incitations politiques devraient passer par des réunions annuelles entre les dirigeants européens et ceux des Balkans occidentaux et par une plus grande implication des représentants régionaux dans les réunions informelles du Conseil de l'Europe. Ils suggèrent également « des incitations financières efficaces et ciblées », une meilleure coordination des aides financières pour la région ainsi qu'une coopération accrue avec les institutions financières internationales afin de développer les investissements.


L'UE doit être plus proactive et les pays des Balkans occidentaux devraient être plus cohérents.

L'Autriche, la République tchèque, l'Estonie, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne et la Slovénie affirment aussi qu'il est nécessaire d'améliorer l'évaluation des réformes, en prenant en compte leur impact réel sur le terrain. Selon ce document, la société civile et les représentants des autorités municipales devraient participer à ce processus. Les neuf pays proposent également l'organisation d'une « Conférence européenne » annuelle dans les Balkans occidentaux pour favoriser la concertation entre les pays de la région et promouvoir le dialogue.

« L'engagement de l'UE doit être plus proactif et les pays des Balkans occidentaux devraient être plus cohérents dans leurs choix stratégiques », assurent les pays signataires. Cette note libre fait suite à [la proposition émise mi-novembre par la France](#). Comme l'explique le Hongrois Olivér Várhelyi, Commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, des suggestions ont aussi été émises par d'autres membres de l'UE.

Selon Paris, il est nécessaire de revoir le format des négociations d'adhésion afin d'autoriser l'ouverture de ces dernières avec l'Albanie et la Macédoine du Nord. Si une nouvelle méthodologie est approuvée par tous les États-membres, il est fort probable qu'un feu vert soit donné à Skopje et Tirana lors du Sommet européen de mars 2020.

Cet article a été publié avec le soutien de la Heinrich Böll Stiftung

 HEINRICH BÖLL STIFTUNG
PARIS
France